

Mouvements ouvriers, partis politiques et luttes populaires aux États-Unis (1938-2018), de Serge Denis, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 1408 p.

Sarah M. Munoz

Volume 41, numéro 1, 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1085193ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1085193ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Munoz, S. M. (2022). Compte rendu de [*Mouvements ouvriers, partis politiques et luttes populaires aux États-Unis (1938-2018)*], de Serge Denis, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 1408 p.] *Politique et Sociétés*, 41(1), 208–211.
<https://doi.org/10.7202/1085193ar>

parti un peu plus à droite, il devait finalement mordre la poussière en ne recueillant que 19 % des voix populaires et 34 députés (p. 102). Devant de tels résultats, il était un tant soit peu normal de douter de la survie de ce parti.

Alors que plusieurs commentateurs entonnaient le *requiem* du PLC, les espoirs reposaient dorénavant sur les épaules du fils Trudeau, Justin. Celui-ci n'a certes pas l'envergure intellectuelle du père, mais il est, en revanche, un homme de son temps, c'est-à-dire qu'il adore les médias sociaux et spécialement les bains de foule où son désir de plaire s'exprime par les innombrables égoportraits (p. 112 et 169). En ce sens, Boily a raison de souligner que ce dernier nous rappelle quelque peu Trudeau père. Mais dans quelle mesure Trudeau fils tient-il à s'en démarquer? Sur ce point, le fils, sur le plan des idées politiques, se rapproche de son père, comme en témoigne son souci de répondre aux doléances de la classe moyenne. Influencé par la pensée de Chrystia Freeland qui avait publié un ouvrage au titre fort évocateur, *Plutocrats: The Rise of the New Global Super Rich and the Fall of Everyone Else* (2012), Justin martelait, lors de la campagne électorale de 2015, le même message: « nous sommes là pour défendre les intérêts de la classe moyenne canadienne » (p. 122), jumelé avec la thèse selon laquelle il est possible de concilier les enjeux environnementaux avec l'exploitation du pétrole albertain (p. 143); les libéraux de Justin reprenaient le pouvoir en 2015.

En guise de postface, Frédéric Boily examine brièvement les réalisations du gouvernement de Justin Trudeau (de 2015 à 2018, lorsqu'il écrit ce livre, donc sans tenir compte de ses mandats ultérieurs). Soulignant les bons coups de ce dernier, le respect de l'Accord de Paris, la légalisation de la marijuana et l'aide médicale à mourir, le professeur identifie aussi certains ratés de son administration: l'achat de Trans Mountain, l'envolée du déficit budgétaire, le maintien du système électoral, les relations plus ou moins harmonieuses avec les Autochtones et finalement l'Affaire SNC-Lavalin (p. 200). Il revient, en revanche, malheu-

reusement peu sur le désastreux voyage de Trudeau en Inde qui, nous le savons maintenant, a eu une certaine incidence sur les résultats électoraux en 2019 (p. 173). Que signifie donc pour Justin d'être le fils du père? C'est en poursuivant l'œuvre sociale de l'ex-premier ministre que l'héritage de ce dernier est le plus manifeste chez le fils.

Au total, l'ouvrage du politologue de l'Université de l'Alberta constitue une très bonne synthèse des idées politiques qui ont jalonné l'histoire du PLC depuis la fin des années 1960 jusqu'à 2018. Reste maintenant à savoir si Justin Trudeau sera en mesure de gagner son pari et s'inscrire dans les pas de son père: remporter les prochaines élections législatives pour former un gouvernement majoritaire, comme ce dernier l'avait fait en 1974, également à la suite d'un mandat minoritaire.

Francis Moreault

Département de science politique,
Université de Montréal
f.moreault@umontreal.ca

Mouvements ouvriers, partis politiques et luttes populaires aux États-Unis (1938-2018), de Serge Denis, Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 1408 p.

Comment le mouvement ouvrier américain, parfois considéré comme apolitique à cause de l'absence de parti travailliste, s'est-il construit pour devenir un acteur politique central aux États-Unis? L'ouvrage de Serge Denis retrace les fondements, les bouleversements et les idéologies de l'action politique syndicale depuis son émergence au XIX^e siècle afin d'expliquer le caractère singulier et exceptionnel du syndicalisme américain. À partir d'une analyse chronologique du mouvement ouvrier et de son rapport au pouvoir au sein du système bipartisan, l'auteur propose un regard dense et fouillé de l'histoire politique travailliste aux États-Unis.

Il cherche ainsi à en montrer l'évolution séquencée, criblée de bonds et d'agitations, afin de cerner l'implication syndicale dans

le développement politique du pays et en parallèle des luttes sociales contemporaines. Pour ce faire, l'auteur situe l'action du mouvement ouvrier dans deux rapports politiques : avec l'État à travers les présidences successives au cours du siècle, et avec la composition des chambres du Congrès. Si l'action politique syndicale américaine s'est construite dans le refus de l'élaboration d'un parti distinct, elle a tout de même consolidé sa place comme force politique incontournable des développements politiques, électoraux et sociétaux depuis 1938.

L'ouvrage débute par un questionnement sur l'exceptionnalisme américain relatif à l'absence de parti travailliste, permettant à l'auteur d'exposer les prémices de son interrogation sur les formes si particulières du mouvement ouvrier aux États-Unis. L'analyse se découpe ensuite en quatre grandes périodes historiques, chacune composée de trois chapitres, qui suivent les conjonctures politique et sociétale américaines qui ont simultanément façonné et été façonnées par le syndicalisme.

La première partie retrace l'évolution et les actions politiques de ses acteurs du XIX^e siècle jusqu'à 1948. La formation de l'American Federation of Labor (AFL) en 1886 marque le premier événement notable de cette histoire. Ce sont les traditions de cet organisme syndical qui détermineront le développement subséquent du mouvement ouvrier, qui demeure teinté de l'idéologie non partisane, économique et « volontariste » du fondateur de l'AFL et pionnier du syndicalisme américain Samuel Gompers (p. 6). Cet axe permettra au syndicalisme de se frayer une place à la table des négociations avec le patronat américain, mais entachera toute impulsion de création d'un parti travailliste et d'une transformation normative de la société.

Les deuxième et troisième chapitres retracent l'évolution du syndicalisme industriel et des transformations sociales, du krach boursier de 1929 à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils mettent en avant le rôle crucial joué par les travailleurs dans les avancements sociaux en parallèle de l'expansion du capitalisme américain

et la droitisation de l'American Federation of Labor (p. 44). Néanmoins, malgré l'impulsion grandissante des organisations ouvrières de gauche, l'action politique exclut toujours la création d'un parti travailliste (p. 104) et encourage plutôt le développement de négociations en « privé » avec le patronat (p. 141).

La seconde partie de l'ouvrage couvre la période des Trente Glorieuses aux États-Unis et se penche sur l'institutionnalisation et la bureaucratisation du syndicalisme américain. Rythmée par les élections présidentielles, cette section interroge les rapports de force entre État et syndicat, ainsi que l'influence de l'orientation partisane des institutions gouvernantes sur les actions politiques du mouvement ouvrier, notamment avec l'élection de Dwight D. Eisenhower en 1952 et celle de John F. Kennedy en 1961. L'engagement actif des travaillistes dans le cycle électoral et les campagnes présidentielles a consolidé l'importance de cet acteur dans les coulisses du système bipartisan.

L'analyse des rapports entre organisations syndicales, Congrès et Maison-Blanche permet à Denis d'expliquer l'évolution de la position du mouvement ouvrier dans la société, conjointement avec les développements politiques de l'époque. On note par exemple l'influence de la menace communiste sur la consolidation du compromis social entre syndicats et patronat, et l'émergence du libéralisme corporatif des années 1960 (p. 187). L'analyse de l'institutionnalisation du mouvement et de son développement proche du parti démocrate, qui l'établit comme l'un des principaux acteurs politiques du pays (p. 289), pose les bases pour mieux cerner les modalités du lobbyisme et de l'intervention électorale des syndicats dans les élections de Kennedy et du Congrès américain. Enfin, l'émergence des nouveaux mouvements sociaux des années 1960 entraînera une reconsidération de la nature du syndicalisme par les acteurs de gauche et une réorientation du mouvement, de son action et de ses idéologies dans un contexte de grandes transformations sociales et sociétales (p. 453).

Si la deuxième partie de l'ouvrage se penche sur l'émergence de l'esprit de gauche dans les luttes aux États-Unis, la troisième section fait état d'un revirement par la droite de l'action politique de classe. La section s'ouvre sur la fin des années 1960 et la consolidation des mouvements féministes, antiracistes, pacifistes et travaillistes, dont les avancements seront remis en question par une décennie de transition politique. L'émergence de nouvelles revendications et contestations, comme l'opposition à la guerre du Vietnam ou les émeutes urbaines, donna simultanément un élan à de nouveaux courants conservateurs et réactionnaires (p. 640).

Dans cette section, l'auteur s'attarde sur les transformations idéologiques, politiques et sociales qui ont marqué les luttes et le mouvement ouvrier, faisant émerger de nouvelles forces et de nouvelles rationalités dans l'espace politique. Il utilise l'élection de Ronald Reagan comme repère historique pour expliquer la transformation du syndicalisme sous cette nouvelle droite conservatrice et capitaliste, fondée sur des idéaux de traditionalisme socioculturel, de libéralisme économique et d'anticommunisme, qui participera à la dislocation des conditions des travailleurs et de l'héritage libéral des Trente Glorieuses (p. 830).

La dernière partie se penche sur l'émergence d'un syndicalisme réformé. Douze années de conservatisme républicain et la faiblesse du parti démocrate en matière de représentation des ouvriers auront balisé l'action politique du mouvement, jusqu'à rendre « inadmissible » l'action collective militante (p. 1100). C'est ainsi que l'entrée dans un nouveau siècle et la résurgence de luttes de gauche, notamment l'antiracisme, l'environnementalisme et les mouvements féministes, aideront à transformer le visage du syndicalisme, qui jouera par la suite un rôle primordial dans l'élection de Barack Obama en 2008 (p. 1227). Émerge alors la problématique de la « classe ouvrière blanche », née d'une discordance entre vote syndical et préférences idéologiques et partisans des ouvriers, qui transformera également le visage du mouvement, loin

des considérations progressistes des autres luttes sociales.

Enfin, l'auteur s'interroge sur la relance du mouvement ouvrier « par en bas », dans un contexte de polarisation bipartisane exacerbée aux États-Unis. L'ouvrage termine avec un regard contemporain sur les évolutions possibles du syndicalisme, notamment avec l'exemple de la campagne californienne des « *poor workers' unions* » et la popularité croissante du démocrate Bernie Sanders. L'auteur conclut par une réflexion sur l'exceptionnalisme américain, problématique sous-jacente de l'ouvrage, insistant notamment sur la singularité de la polarisation bipartisane et idéologique aux États-Unis et ses conséquences sur l'action politique et les luttes sociales contemporaines (p. 1329).

Mouvements ouvriers, partis politiques et luttes populaires aux États-Unis est d'une richesse indéniable et remplit avec brio sa mission de faire comprendre l'évolution du caractère politique du mouvement ouvrier. Alternant théorisation et faits historiques, Serge Denis y livre une étude factuelle et documentée des rationalités idéologiques et édicatrices du mouvement qui permettent de comprendre le visage contemporain des luttes sociales et travaillistes, en ce qui a trait par exemple à la fissure bipartisane entre progressistes et classe ouvrière blanche, ou encore à la difficile transformation normative de la société américaine.

Cependant, cet ouvrage de référence peut paraître complexe et ésotérique, tant la précision des faits historiques relatés et les quelque 1300 pages offrent un regard dense sur l'histoire américaine. Bien que chaque chapitre soit construit de manière à pouvoir être lu et compris seul, la complexité de l'ouvrage, l'utilisation considérable de sigles et d'allers-retours historiques obscurcissent par moment la compréhension générale des phénomènes sociopolitiques. Notons également que la période étudiée est en réalité plus longue qu'annoncée, puisque l'ouvrage débute presque un siècle plus tôt, en 1828, avec l'émergence des premières coalitions syndicales.

L'ouvrage offre néanmoins une contribution indéniable à l'étude de l'exception-

nalisme américain, mettant en lumière les espaces, les acteurs et les enjeux qui constituent la riche histoire de la vie sociale et politique aux États-Unis.

Sarah M. Munoz
Département de science politique,
Université de Montréal
 sarah.munoz@umontreal.ca

Secret Wars: Covert Conflict in International Relations, d'Austin Carson, Princeton University Press, 2018, 325 p.

La question de l'escalade des conflits amène souvent des réponses liées aux notions d'incertitude et d'incompréhension entre les États. Cette idée veut qu'en raison d'une information déficiente entre deux acteurs, ceux-ci évaluent mal l'importance qu'accorde leur adversaire à l'enjeu en cause. De là, on risque une escalade pouvant dégénérer en une guerre ouverte, alors qu'initialement aucun des acteurs ne voulait atteindre cette finalité (le fameux dilemme de sécurité est une illustration parfaite de ce phénomène). Dans ce contexte, comment interpréter les opérations militaires clandestines? Une vision traditionnelle serait que le secret entourant ces opérations permet à un État A d'améliorer sa position face à un adversaire B. Le corollaire est que cet adversaire B, lorsqu'il détecte une telle opération, aurait un impératif de la dénoncer, afin d'exposer publiquement A et, ainsi, l'affaiblir. Une vision qui semble logique, mais qui comporte une faiblesse importante: elle ne permet pas d'expliquer les (nombreux) cas où une opération clandestine est découverte, sans être éventée pour autant.

C'est cette faiblesse qui a alimenté la réflexion d'Austin Carson et l'a amené à proposer une théorie des opérations clandestines comme outil de contrôle de la violence entre adversaires. Ainsi, le recours à une opération clandestine est une façon pour un État de communiquer à un adversaire l'importance qu'un enjeu revêt pour lui, tout comme sa volonté de conserver cet enjeu dans un conflit limité. Cette théorie postule donc que les États, par le biais des opérations

clandestines, communiquent entre eux et coopèrent indirectement lorsque l'adversaire ne dénonce pas publiquement les opérations clandestines qu'il découvre (Carson parle même d'une forme de collusion entre adversaires). Pour autant, et c'est écrit de façon explicite dans l'ouvrage, il ne s'agit pas d'une théorie de l'escalade des conflits, mais bien d'une théorie des opérations clandestines et leur incidence sur l'escalade des conflits. Cette distinction est importante, puisque la présence (ou l'absence) d'opérations clandestines n'est pas le seul facteur expliquant une escalade.

Pour bien comprendre les dynamiques découlant de sa théorie, Carson les articule à travers deux questions: pourquoi un État va recourir à une opération clandestine et pourquoi un adversaire va choisir ou non de révéler au grand jour une telle opération; et à travers deux niveaux d'analyses: international et national (ou domestique). En s'attardant à la première question, il explique que le recours à une opération clandestine permet d'améliorer l'échange d'informations avec un adversaire tout en limitant la pression vers une escalade du conflit. D'une part, l'adversaire perçoit mieux l'importance de l'enjeu pour l'État initiateur tout en percevant que ce dernier ne veut pas d'un conflit ouvert. D'autre part, pour l'État initiateur, une opération clandestine permet d'éviter un débat public sur sa scène politique domestique. Un tel débat pourrait alimenter l'agenda politique des groupes de pression de types « faucon » (*hawk*) et « colombe » (*dove*), avec la mise à l'agenda politique qui en découlerait. La deuxième question concerne la réaction de l'adversaire: celui-ci va, la plupart du temps, choisir de ne pas révéler l'opération clandestine. Cela s'explique parce que l'adversaire, ne souhaitant pas non plus une escalade du conflit, n'a pas intérêt à réagir militairement avec force. De plus, étant conscient des pressions politiques domestiques auxquelles fait face l'État initiateur, l'adversaire n'a pas intérêt à simplement dénoncer l'opération clandestine, au risque d'entraîner lui-même une escalade.